



REFUS D'UNE DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE
DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

COMMUNE DE JONS

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 25/06/2026, affichée en mairie le 29/06/2026, complétée le 07/08/2026		N° PC 069 280 26 00004
Par :	SCI CONFORT L'EGLISE	Surface de plancher projetée 16 m² Destination : Habitation
Demeurant à :	4 Chemin de Confort 69330 JONS	
Représentée par :	GUYARD Anne-Marie	
Pour :	Réhabilitation d'un local existant pour créer un logement meublé de tourisme	
Sur un terrain sis à :	4 Montée de L'Eglise 69330 JONS	
Références cadastrales:	B1352, B1354	

Le Maire,

Vu la demande susvisée;

Vu le Code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants et R 421-1 et suivants;

Vu l'arrêté n°2005-4429 du 22/09/2005 portant approbation du Plan d'Exposition au Bruit de l'aéroport de Lyon-Saint-Exupéry, complété par les arrêtés interpréfectoraux n°2008-1343 et 2009-4229 du 10/01/2008 et 14/08/2009;

Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 23/10/2020 et modifié le 03/03/2025;

Vu le règlement afférent à la zone UAc1;

Vu l'avis de VEOLIA en date du 02/07/2026;

Vu l'avis du Syndicat Mixte Nord Dauphiné du 23/07/2026;

Vu l'avis d'ENEDIS du 03/08/2026;

Considérant le projet de réhabilitation d'un local existant pour créer un logement meublé de tourisme.

Considérant une demande de pièces complémentaires en date du 20 juillet 2026.

Considérant que les éléments transmis en date du 07 août 2026 ne répondent pas à la demande de pièces complémentaires.

Considérant la partie 4.1 de l'imprimé de demande de permis de construire comprenant ou non des démolitions qui n'est pas complétée par l'indication du N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes.

Considérant que la partie 4.5 intitulée "Emprise au sol" n'est pas complétée par l'indication de l'emprise au sol avant travaux ainsi que de l'emprise au sol créée (en m²).

Considérant que le formulaire d'attestation du respect de la réglementation thermique au dépôt de la demande de permis de construire n'est pas complété par la signature de la personne ayant réalisé l'attestation.

Considérant que la notice descriptive du projet n'est pas cohérente avec le plan de masse concernant les espaces verts.

Considérant que la notice descriptive indique : "Espace vert existant : $S = 285 \text{ m}^2$ soit environ 21.40% (>20% autorisé en zone UAc1) de la surface du terrain".

Considérant que le plan de masse projet indique la création d'un espace vert de 285 m², espace vert inexistant au plan de masse avant travaux.



Considérant que les documents photographiques indiquent la présence d'espaces verts au droit du local.
Considérant que l'insertion graphique indique la présence d'espaces verts également devant le local et à proximité des places de stationnement.
Considérant que le plan de masse n'indique aucun espace vert au droit du local, visible sur les documents photographiques.
Considérant de ce fait que le plan de masse, le document graphique ainsi que la notice descriptive ne sont pas cohérents sur les espaces verts.

Considérant que l'insertion graphique n'est également pas cohérente avec le plan de la façade Nord concernant la typologie de bardage sur la partie de la façade où est indiqué "bardage bois".

Considérant que le plan de masse après travaux n'indique pas l'accès au tènement ni une éventuelle servitude de passage.

Considérant que le plan de masse après travaux indique la pose d'un portail sur l'accès existant de la parcelle B1353, parcelle ne figurant pas dans les limites parcellaires du projet.

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE : Le permis de construire est REFUSÉ pour le projet décrit dans la demande susvisée.

JONS, le 04 Septembre 2026 .
Le Maire,

Philippe HAMY



Conformément aux dispositions de l'article R 424-12 du Code de l'urbanisme, le pétitionnaire est informé que le présent arrêté est transmis au préfet dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code général des collectivités territoriales.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le demandeur peut contester la légalité de la décision.

La présente décision peut, dans un délai d'un mois à compter de sa notification et/ou sa publication, faire l'objet d'un recours gracieux adressé au Maire.

En cas de rejet du recours gracieux (rejet explicite) ou l'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois (rejet implicite), un recours contentieux devant le tribunal administratif (TA) compétent peut être formé contre cette décision.

Le demandeur est cependant informé que le fait d'exercer un recours gracieux ne proroge pas le délai de recours contentieux contre la décision.

Le demandeur peut également saisir directement le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée par courrier (Palais des Juridictions administratives 184, rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03) ou via l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

